

**APPUI AU POSITIONNEMENT DU MAROC SUR LE REDD+**

Réf.

68

Expert(s)	Pays	Volume (hj)	Montant* (€)	Bénéficiaire	Financement	Début	Fin	Partenaires	Référence
Olivier Bouyer	Maroc	8	7 233 <i>* activité de l'expert cité, alors au sein d'ONFI</i>	HCEFLCD	GIZ	Juin 2012	Juin 2012	n/a	ludwig.liagre@giz.de Mob : +212 537 666 301

Description détaillée du projet	Nature des services fournis
<p>La Coopération allemande (GIZ) a mis en œuvre un projet régional intitulé « Adaptation aux changements climatiques des conditions cadres de la politique forestière dans la région MENA », ciblant l'Algérie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. Au sein des administrations forestières partenaires, celles du Maroc et de la Turquie font preuve d'un volontarisme remarquable dans le cadre des négociations sur les forêts et le changement climatique.</p> <p>La Turquie se trouvant dans une situation particulière dans les négociations climat (pays de l'OCDE non soumis à engagement contraignant de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre - GES), l'administration forestière marocaine est la plus susceptible d'avoir un rôle moteur dans la région MENA en termes d'adaptation du mécanisme REDD+ aux conditions spécifiques de la sous-région.</p> <p>Début juin 2012, en amont de la Conférence climat de Doha de fin 2012, la GIZ a donc souhaité organiser un atelier de positionnement sur les négociations forêt et climat, en réunissant une vingtaine de participants du Haut commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification (HCEFLCD) et du Département de l'environnement (DE) du Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement (MEMEE) du Maroc.</p> <p>Pour préparer et faciliter au mieux cet atelier, elle a fait appel à une expertise ad hoc, afin de (i) rencontrer en amont de l'atelier les différents services du HCEFLCD et du MEMEE et identifier leurs forces/capacités à renforcer en vue de l'entrée du Maroc dans le REDD+, (ii) faciliter l'atelier et faire des présentations sur : l'effet de serre, l'historique des négociations sous la convention climat, les caractéristiques clefs du mécanisme REDD+, les financements REDD+ accessibles, les étapes de développement d'une feuille de route REDD+.</p>	<p>Malgré un agenda chargé (Journée de l'environnement au Maroc et préparation du sommet Rio+20), les services/personnes clefs du HCEFLCD et du DE du MEMEE ont réservé un très bon accueil à la mission. Des entretiens ciblés ont permis de mieux comprendre les rôles respectifs que pourraient avoir chacun de ces services/personnes dans la préparation et mise en œuvre d'une stratégie REDD+, ainsi que leurs forces et capacités à renforcer :</p> <p>Forces en vue du REDD+: (i) Politiques dynamiques en matière du reboisement, d'aménagement forestier, de lutte contre les feux, de suivi de la santé des forêts, de mise en défens des forêts, (ii) Existence de financements domestiques dédiés aux forêts et canalisés par un Fonds national forestier (FNF), (iii) Disponibilité de données statistiques continues dans le temps et désagrégées dans l'espace, permettant de modéliser un scénario de référence REDD+, (iv) Contacts déjà engagés avec des bailleurs pour financer des actions dans le domaine forestier (Banque mondiale, UN-REDD, Union européenne, GIZ, Agence française de développement, etc.) ;</p> <p>Axes de renforcement en vue du REDD+: (i) Mécanismes de concertation avec le secteur privé et la société civile pour la définition et mise en œuvre de politique forestière et environnementale, (ii) Synergies entre DE du MEMEE, HCEFLCD et les Ministères impliqués dans l'aménagement du territoire, (iii) Réseau des aires protégées à renforcer, (iv) Inventaire forestier national à compléter et à adapter aux besoins du REDD+.</p> <p>L'atelier a permis de faire ressortir trois grandes recommandations pratiques : #1 – Institutionnaliser les liens entre DE du MEMEE et HCEFLCD sur le REDD+, #2 – Assurer une bonne prise en compte des spécificités des forêts méditerranéennes dans les négociations REDD+, #3 – Mener une étude de faisabilité pour estimer les coûts/avantages associés à l'entrée du Maroc dans le REDD+.</p>